PONCTUATION HISTORIQUE

Christine Delphy

Articles choisis du recueil de Christine Delphy *Un universalisme si particulier – Féminisme et exception française* (1980 - 2010)

Les origines du mouvement de libération des femmes en France

Ce texte a été publié dans *Nouvelles Questions Féministes*, n°16-17-18, 1991

***

Devant la distorsion systématique de l'histoire à laquelle on assiste, il devient impérieux de rappeler quelques faits, qui, bien qu'ils ne soient guère éloignés, ne sont pas bien connus.

Cela est d'ailleurs curieux : la naissance, la re-naissance du mouvement féministe ne date que de vingt ans. Elle a été le fait de femmes dont la plupart avaient moins de trente ans à l'époque en 1970 et qui n'ont pas encore un pied dans la tombe, encore moins les deux. De plus les traces et preuves écrites de ce qui s'est réellement passé existent. Pourquoi, en dépit de cela, et surtout, comment peut-on, sans vergogne, réécrire l'histoire de la façon la plus grossière ? Mais ceci fait partie d'un sujet extrêmement vaste : comment en général arrive-t-on à falsifier l'histoire ?

J'ai lu dans le *Nouvel observateur* du 6 au 12 décembre 1990, et entendu dans l'émission de Jean-Marie Cavada *La marche du siècle* du 5 décembre 1990, intitulée « Les années femmes », que « le MLF a été fondé en 1970 par Antoinette Fouque, Josiane Chanel et Monique Wittig. ».

Toutes celles qui ont vécu cette période, se sont senties plus que choquées : interloquées, furieuses, flouées, et beaucoup souhaitaient que les faits soient rétablis dans *Nouvelles Questions féministes*. Ce n'est pas étonnant : tout comme en 1979, date à laquelle la même Antoinette Fouque a déposé le sigle « MLF », non seulement en tant qu'association, mais comme propriété industrielle et commerciale, les vraies actrices du mouvement sont dépossédées de ce qu'elles ont fait, donc d'elles-mêmes. Ce n'est pas seulement

l'histoire qui est falsifiée. L'imposture, la supercherie, se doublent d'une injure grave aux personnes, dont l'identité car être féministe fait partie de notre identité — est ainsi niée.

L'histoire n'est pas ma discipline. Ce que je livre ici, ce sont des faits bruts. Je connais la plupart de première main. Certains autres m'ont été racontés par différentes amies, que je cite.

D'abord, peut-on dire que le mouvement a été fondé par trois individues ? Non. Une association peut être déposée par trois personnes, ou même deux, mais un mouvement, par définition, n'est pas « fondé » (dans le sens où il ne serait pas là un jour et apparaîtrait miraculeusement le lendemain). Un mouvement apparaît progressivement, et avant qu'il ne soit un mouvement, pour qu'il soit un mouvement, il faut qu'il soit composé de personnes en grande partie anonymes.

Tout ce que l'on peut dire d'un mouvement, c'est qu'il a des origines, et qu'à ces origines, on peut effectivement identifier certaines personnes (mais pas nécessairement toutes).

Le mouvement de libération des femmes est apparu en France, avec ce nom, au cours de l'été 1970, grâce à quatre manifestations publiques :

1. la parution de l'article « Combat pour la libération de la femme » dans *L'idiot international* daté de mai 1970 ;
2. une manifestation à l'université de Vincennes, tenue le 21 mai 1970, dans laquelle on voit pour la première fois des affiches et banderoles portant les mots : « Libération des femmes, année 0 » ;
3. La manifestation à l'Arc-de-Triomphe, organisée en solidarité avec la grève des féministes américaines, le 26 août 1970 ;
4. enfin, la publication d'un numéro spécial de la revue *Partisans*, intitulé « Libération des femmes, année 0 », en novembre 1970 ;

Qui participait à ces diverses manifestations publiques auxquelles

on peut faire remonter l'existence du mouvement en tant que mouvement, c'est-à-dire en tant que mouvement ayant un nom, et une existence publique ?

Remontons un peu plus haut. À l'automne 1967, Anne Zelensky et Jacqueline Feldman-Hogasen créent un groupe intitulé Féminin-Masculin-Avenir à l'intérieur du Mouvement démocratique féminin (dirigé par Marie-Thérèse Eyquem, Colette Audry et Yvette Roudy). Ce groupe prendra vite son indépendance.

En 1968, je rencontre Jacqueline au CNRS, elle me parle de ce groupe et j'y adhère. Nous étions quatre ou cinq à l'époque. Notant que, parmi les innombrables thèmes abordés dans la Sorbonne occupée, la « question des femmes » était absente, nous organisons plusieurs débats (Tristan et de Pisan 1977). En juin 1968, FMA est fort de quarante personnes, dont moitié d'hommes. Pendant deux ans, nous organisons des réunions toutes les semaines. Mais la presse se refuse systématiquement à faire état de nos activités et protestations — nous n'arrêtons pourtant pas d'écrire au *Monde*, à propos de l'affaire Gabrielle Russier, de celle du forcené de Cestas, de la discrimination par sexe des petites annonces, etc.

Après 1968, la fièvre militante retombe, la plupart des gens partent.

En avril 1970, il ne reste dans FMA que quatre personnes : Anne, Jacqueline, Emmanuèle de Lesseps et moi. En deux ans, nous nous sommes radicalisées. Nous avons changé la signification de nos trois lettres qui sont devenues Féminisme-Marxisme-Action. Nous avons compris aussi que les hommes, même de bonne volonté, ne peuvent jouer le même rôle que nous dans cette action. Eux aussi l'ont compris. Nous n'avons pas à les jeter dehors : le dernier à rester nous demande un jour de l'exclure, ce que nous finissons par faire en rigolant. Pendant ces deux ans, une chose nous taraudait : étions-nous le seul groupe de notre genre en France ou en existait-il d'autres ? Il en existait peut-être, mais nous ne pouvions pas le savoir parce que nous n'arrivions pas à faire connaître notre existence ; et les autres,

s'ils existaient, n'arrivaient pas non plus à passer le barrage de la presse. Ainsi, nous ne nous rencontrerions jamais… Cette idée était pour moi l'un des points les plus douloureux.

Il en existait au moins un autre, et je tiens son histoire, jusqu'à notre rencontre, de Gille Wittig. En septembre 1969, une huitaine de femmes commencèrent à se réunir chez Gille Wittig : Monique et Gille Wittig, Marcia Rothenburg, Margaret Stephenson, Josiane Chanel, Antoinette Fouque, Suzanne Fenn et une autre femme, dont le nom nous échappe.

Revenons aux actions qui ont créé le Mouvement de libération des femmes.

L'article de *L'Idiot international*

Les deux Américaines racontaient qu'aux États-Unis, l'agitation des femmes passait par les universités. Gille et Monique Wittig, qui souhaitaient rencontrer d'autres femmes et agrandir le groupe, en font une proposition concrète. Les autres s'y opposaient fortement. Déjà dans ce petit groupe, les lignes de clivage que l'on va retrouver dans le mouvement existent : priorité à la lutte des femmes ou à la lutte des classes ? Antoinette Fouque, Josiane Chanel, et les deux autres femmes, qui appartiennent à la « Gauche prolétarienne », soutiennent la priorité de la lutte des classes. De plus, Antoinette Fouque en particulier s'oppose à tout agrandissement du groupe et, *a fortiori*, à toute apparition publique, avant que leur petit groupe n'ait élaboré une théorie complète de l'oppression des femmes, que l'on pourra alors livrer prête à consommer aux autres femmes. Après des disputes âpres, les Wittig et les deux Américaines décident de passer outre l'opposition du reste du groupe, et Monique Wittig rédige cet article historique, qui devait s'appeler « Pour un mouvement de libération des femmes » et que la rédaction de *L'Idiot international* rebaptisa « Combat pour la libération de la femme » (déjà… encore… toujours… ?), et qui est donc signé d'elle,

de Gille Wittig, de Marcia Rothenburg et de Margaret Stephenson, les quatre autres ayant refusé de s'y associer.

La manifestation de Vincennes

À la même époque, elles ont rencontré des femmes de Vincennes, qui préparent une manifestation ; d'après certains récits, il y eut deux apparitions publiques à Vincennes, mais je n'ai pas d'information précise sur ce point. Pour cette manifestation — ou l'une des deux — les femmes de l'Université de Vincennes ont préparé des T-shirts, des banderoles et des affichettes dont l'une est reproduite sur la couverture du n°7 de *Questions Féministes* (février 1980). On y lit : « Libération des femmes, Année Zéro », et entre les deux, est imprimé le dessin classique — un poing fermé dans le symbole biologique du féminin. Sur le côté, au marqueur, cette inscription : « Meeting jeudi 21 à 14h Cafète 1970 ». Gille Wittig et moi pensons qu'il s'agit du 21 mai.

Anne Zélensky et Jacqueline Feldman-Hogasen ont lu l'article de *L'Idiot*. Elles écrivent aux auteures, aux bons soins du journal, mais ne reçoivent pas de réponse. Monique Wittig m'a dit depuis qu'Antoinette Fouque avait conseillé au groupe de ne pas répondre, que « FMA était un groupe réformiste ».

Cependant, un jour entre mai et juin, je reçois un coup de téléphone de la même Antoinette Fouque. Comment s'était-elle procuré mon numéro ? Je ne la connaissais pas, bien évidemment. Elle se présente : « Je fais partie du groupe qui a écrit l'article de *L'Idiot* et organisé la manif de Vincennes. » Devant ma réaction chaleureuse, elle corrige : « Mais je ne suis pas de celles qui ont écrit l'article et organisé la manif. » (!!!). Pourquoi me téléphone-t-elle si elle est contre les choses qui auraient pu nous rapprocher ? Elle se lance dans des explications embarrassées qui ne m'éclairent pas sur cette démarche paradoxale. Je comprends très vite que cette femme soutient des positions « lutte de classes » (on verra plus loin en quoi

cette position consistait). J'accepte cependant une rencontre, dans l'appartement d'un autre groupe dont nous avons entendu parler.

Ce troisième groupe parisien, car il y en avait peut-être en province dont nous n'avons jamais entendu parler, est un mystère de l'histoire. Il s'appelait Les Oreilles vertes, ce qui est très joli. Je ne sais comment nous sommes entrées en contact avec lui, ni ce qu'il est devenu. Nous avons donc une réunion chez et avec ces Oreilles vertes. De FMA, il y a Emmanuèle, Anne et moi. De l'autre groupe, Antoinette Fouque et Jo Chanel. Seule Antoinette parlait — je crois d'ailleurs que je n'ai jamais entendu le son de la voix de Jo, que j'ai vue pourtant un nombre incalculable de fois ensuite. Mon interprétation de cette rencontre est qu'Antoinette Fouque espérait trouver des alliées contre les autres membres de son groupe, les signataires de l'article, en dépit du fait que notre conversation téléphonique aurait dû l'édifier ; elle espérait peut-être alors que les autres membres de FMA seraient en désaccord avec moi. Mais nous ignorions ce genre de clivage ; nous étions peu, mais tout à fait d'accord entre nous. Pour nous, le fait que tous les partis et toutes les révolutions nous avaient trahies et nous trahiraient était une chose entendue, que l'on retrouve dans les premiers manifestes de FMA datant du printemps 1968 : « Les femmes ont été la piétaille de toutes les révolutions, en ont aussi été les dupes parce qu'elles ont fait les révolutions des autres. » (« Pourquoi FMA », juin 1988).

De mauvais gré, mais s'étant prise à son propre piège, Antoinette Fouque nous communique cependant le lieu et la date de la prochaine réunion de leur groupe.

C'était chez Marcia Rothenburg, et il y avait tout au plus une trentaine de femmes : n'empêche qu'elles parurent aux yeux émerveillés d'Emmanuèle et de moi comme une foule. Les autres avaient, comme nous, écrit à *L'Idiot international*, ou elles connaissaient l'une des signataires de l'article, ou elles avaient eu vent de la manif de Vincennes.

Tout de suite le même clivage se reproduisit, quand nous avons lu le manifeste de FMA, qui comprenait une partie préfigurant les arguments que j'ai développés quelques mois plus tard dans « L'ennemi principal » (*Partisans*, novembre 1970)[1]. L'assertion que les femmes forment une classe souleva un tollé parmi les gauchistes, dont l'une des plus vocales était Antoinette Fouque.

Si le mouvement a pris à un moment, comme on dit qu'une mayonnaise prend, c'est à cette réunion. Les petits groupes ont cessé d'exister, et même de se réunir séparément. Un seul grand groupe s'est créé, *de facto*, incluant aussi bien les femmes venues individuellement que celles qui faisaient partie de ces deux petits groupes qui étaient très conflictuels, comme celui où étaient les Wittig et Antoinette Fouque ou alors moribonds comme FMA. Et ce nouveau groupe, bien qu'à peine plus grand que FMA l'était en juin 1968, possède cette fois-ci cette chose mystérieuse : une dynamique. Il fait boule de neige, au lieu de végéter, ce qui est la différence entre un groupe et un mouvement.

Cette dynamique n'était pas pourtant *sui generis*. FMA, les signataires de l'article, et nombre d'autres, nous n'avions eu qu'une idée en tête : toucher d'autres femmes, constituer un mouvement. La plupart des autres étaient d'accord, même si pour les gauchistes, ce mouvement devait avoir la « lutte de classes » pour priorité. Antoinette Fouque et son entourage, en revanche, n'étaient même pas d'accord pour un mouvement. Elles continuent à demander que nos réunions soient fermées, que nous « approfondissions la question ensemble ». Pour elles, toute apparition publique est prématurée.

L'Arc-de-Triomphe

Pour nous, au contraire, c'est la condition *sine qua non*, comme la manif de Vincennes et l'article de *L'Idiot* l'ont démontré, de la constitution d'une force politique. C'est pourquoi nous organisons

1. Publié dans *L'Ennemi Principal*, Paris, Syllepse, 1998.

la manifestation de l'Arc-de-Triomphe, qui a un retentissement sans commune mesure avec le nombre des participantes, ce qui est exactement ce que nous désirions : une action symbolique – c'est-à-dire résumant le message dans une forme courte et frappante – et répercutée, par le biais des médias, auprès d'un maximum de femmes. Notre nombre est resté pendant des années un objets de supputations et de fabulations. Un an après, un hebdomadaire – *Paris-Match* je crois – parlait de mille femmes. En réalité, nous étions neuf. La plupart des femmes de ce groupe large nouvellement réuni étaient en vacances ; beaucoup étaient étudiantes ; une autre partie était farouchement contre le but – la large diffusion et la forme symbolique de cette action, dont Antoinette Fouque et ses amies ; enfin certaines d'entre nous, n'ayant pas la nationalité française, ne pouvaient s'exposer au risque d'expulsion. Car nous savions que nous serions arrêtées, ce qui est arrivé (ce qui me permet de révéler ici que l'une des jambes de l'Arc est un poste de police). La police elle-même ne savait pas combien nous étions ; elle fait amener trois cars, alors que nous tenions largement dans le quart d'un car. Une fois rassurés quant à notre nombre, au bout de dix minutes de trajet, car pour être policier, on n'est pas forcément un as du calcul, ils cessent d'actionner la sirène du car. Nous en sommes profondément vexées, et crions nous-mêmes « pin-pon » par les fenêtres... mais ceci est une autre histoire. Ainsi se retrouvent au commisariat du huitème arrondissement, par ordre alphabétique : Cathy Bernheim,Monique Bourroux, Frédérique Daber, Christine Delphy, Emmanuèle de Lesseps, Christiane Rochefort, Janine Sert, Monique Wittig, Anne Zélensky.

Le lendemain, *L'Aurore* et *Le Figaro* annoncent la naissance du « Mouvement de libération de la (*sic*) femme française (re-*sic*) ».

Le numéro spécial de *Partisans* : « Libération des femmes année Zéro »

N'importe : le mouvement était apparu. Pendant la fin de l'été et l'automne, nous préparons le numéro spécial de *Partisans*, intitulé « Libération des femmes année 0 ». Cette entreprise aussi, qui devait se révéler si importante et fondatrice, qui annonçait tous les thèmes qui furent débattus dans et hors du mouvement pendant des années à venir, est combattue bec et ongle par Antoinette Fouque. Comme elle persiste à contrer toutes les initiatives, à la rentrée de septembre 1970, nous finissons par nous réunir entre nous, car nous étions fatiguées de ces discussions avec les gauchistes où les mêmes arguments revenaient de façon répétitive sans qu'un clan arrive à convaincre l'autre. Cependant, nous maintenions des AG où nous lui proposons d'exposer son point de vue dans le numéro de *Partisans* qui était en préparation. C'était une offre généreuse, puisqu'elle avait refusé de participer aux dures négociations avec la rédaction (Émile Copferman) au terme desquelles nous avions obtenu ce numéro. Elle n'en a cependant pas profité. Nous avons alors commencé à comprendre les raisons de son opposition à ce numéro comme à toute initiative qui impliquait la rédaction de tracts, de journaux, etc. : parce qu'elle ne pouvait pas écrire, ce qui n'est pas déshonorant, elle voulait empêcher tout le monde d'écrire, ce qui est immonde. Nous avons fini de comprendre quand nous l'avons vue parvenue, en devenant éditrice au moyen de soutiens financiers dont l'origine et le montant restent des mystères, à détenir un pouvoir sur celles qui écrivent.

À la rentrée de septembre 1970, nous appelons à une assemblée générale aux Beaux-Arts et nous nous découvrons plus de cent : le mouvement existe désormais.

Bien sûr, il y aurait beaucoup d'autres choses à dire sur les origines du mouvement, même sur ces deux courtes années qui ont précédé sa naissance. Mais mon but ici était simplement de faire

connaître certains faits, au moins à nos lectrices, certains faits qui sont non seulement niés, mais carrément renversés par Antoinette Fouque, avec la complicité des médias — qui en toute autre matière vérifieraient leurs informations. Mais les femmes... ça a si peu d'importance... comme l'argent de PsychéPo, devenu l'argent d'Antoinette Fouque. On s'interroge, on écrit des livres, on passe des lois, les Français veulent savoir la vérité sur le financement des partis politiques. Cependant, alors que les actifs financiers des diverses SARL et de l'association Alliance des femmes pour la démocratisation, contrôlées par Antoinette Fouque, sont du même ordre de grandeur que ceux du parti de Giscard d'Estaing, aucun des journalistes spécialisés dans la révélation des dessous financiers de la politique ne s'y est jusqu'à présent intéressé. Est-ce parce qu'il « s'agit de bonnes femmes » ? La misogynie aurait alors des vertus insoupçonnées — et aussi douteuses que ses défauts ?

1991 : Le Mouvement existe-t-il encore ?

Qu'une personne se prétende la fondatrice d'un mouvement même avec deux autres est une prétention exorbitante. C'est une supercherie, une imposture, comme nous l'avons déjà écrit avant — voir notamment « Libération des femmes an dix » (Delphy 1980) et « Une presse antiféministe aujourd'hui » (Kandel 1980) dans *Questions Féministes*. Cela devient une forfaiture sans nom, quand la personne qui se donne ce rôle glorieux est celle qui a tout fait, à chaque occasion, pour empêcher ce mouvement d'abord d'exister, ensuite d'apparaître, qui à chaque moment a mis des bâtons dans les roues de celles qui voulaient faire exister un mouvement. Mais ce mouvement dont elle ne voulait pas en 1970, elle l'a tout de suite, et sans arrêt, « marqué », comme on dit au football. Et quand elle a vu qu'il réussissait, qu'il représentait un capital (comme dirait Bourdieu), elle a commencé à se l'approprier.

Sur l'histoire de cette appropriation progressive du nom et donc

du renom du mouvement, il faut consulter le livre *Chronique d'une imposture : Du mouvement de libération des femmes à une marque commerciale*, publié aux éditions Tierce en 1981.

Dans ce livre on trouve une analyse précise de ce processus unique — car dans aucun autre pays un phénomène ni semblable ni même vaguement ressemblant ne s'est produit — dans les annales des mouvements féministes : un groupe se faisant passer pour l'ensemble d'un mouvement social – obligeant les autres groupes soit à renoncer à se réclamer leur mouvement, soit à être considérées comme des disciples d'Antoinette Fouque, soit à se taire.

On trouve des détails sur les différentes étapes de la stratégie d'Antoinette Fouque : en 1974, création de la SARL « Des femmes », générique renforcé par l'inscription en couverture des livres de la phrase : « des femmes du MLF éditent ». Envoi à la presse, contrevenant ainsi à l'accord entre tous les groupes du mouvement, de communiqués signés « MLF », sans autre précision. En 1979, dépôt d'une association 1901 « Mouvement de libération des femmes MLF », et dépôt d'une quarantaine de marques à la Propriété industrielle, dont « Des femmes » et « Mouvement de libération des femmes-MLF ».

Longtemps réticent à « laver son linge sale en public », le mouvement se rend enfin compte de la menace — comme l'écrit Cathy (Cathy, 1981) : « Depuis le dépôt des marques commerciales, tout ce que nous écrivons, publions, déclarons, toutes les actions que nous menons ne nous appartiennent plus que momentanément. »

Tous les groupes, cette fois unis, réagissent, en envoyant des démentis aux journaux, en sous-titrant tous leurs périodiques « du mouvement de libération des femmes », mettant ainsi au défi Antoinette Fouque d'intenter des dizaines de procès. Finalement, le message finit par passer. Si, au début, les journalistes ont appelé tous les autres groupes des « féministes sauvages » (*sic*) ou encore « le MLF dissident » (*re-sic*, comme s'il y avait — mais peut-être

y aura-t-il bientôt — un MLF d'État ?), au bout de quelque temps, ils prennent l'habitude d'appeler PsychéPo « MLF déposé » ce qui contrarie quelque peu le but de la démarche.

Cette appropriation n'est pas la seule chose que les féministes reprochent à Antoinette Fouque : « Des désaccords considérables sont apparus très rapidement, entre « PsychéPo » et d'autres courants. Ceux-ci portaient sur les références privilégiées du groupe (le maoïsme, le lacanisme, le bolchevisme, l'antiféminisme) et surtout sur son fonctionnement interne, en contradiction de plus en plus flagrante avec ses options affichées : importance exorbitante donnée à la parole et à la pensée d'une personne (Antoinette Fouque), dogmatisme, terrorisme verbal, utilisation systématique de la psychanalyse sauvage et/ou procès politique pour obtenir l'autocritique des opposantes, uniformisation progressive des femmes du groupe, etc. » (« Notre mouvement nous appartient », 1980).

C'était et c'est cependant le principal reproche :

> « Nous ne reprochons pas au groupe PP-DF (Psych et Po-Des femmes) de faire du commerce mais d'en faire avec ce qui ne lui appartient pas : le nom, l'identité, les productions de toutes les femmes en lutte et en mouvement... nous ne reprochons pas au groupe PP-DF d'écrire son histoire, mais de s'approprier et de falsifier la nôtre, nous ne lui reprochons pas de prendre des initiatives, de faire des tracts, des textes, des journaux, ni même que ceux-ci soient le plus souvent aberrants (le soutien à Jian Qing par exemple), nous lui reprochons de le faire au nom de toutes les femmes ; de nous forcer à les endosser et de contribuer ainsi considérablement à, toutes, nous discréditer. Il n'est pas question d'attribuer à PP-DF la responsabilité de tout ce qui ne va pas dans le Mouvement ; ses difficultés sont communes à tous les mouvements de femmes dans tous les pays industrialisés. C'est par contre en France, et en France seulement, que le mouvement est en outre attaqué de l'intérieur par un groupe qui s'en disait autrefois partie prenante... » (« Notre mouvement nous appartient » 1981).

Aujourd'hui, dix ans après, tout cela reste vrai. Mais il y a dix

ans, après des années d'efforts, le mouvement était parvenu à dissocier son image de celle de PP-DF et d'Antoinette Fouque. Tout ceci est oublié maintenant. Et il faudrait recommencer à nouveau ? Avec quelles forces ? La société française, et « PsychéPo », ont eu raison du MLF, du vrai. Et comme le prédisait encore Cathy : « L'histoire sera réécrite comme celle des dix dernières années... affichée, vendue, exposée par un seul groupe, au profit d'intérêts financiers dont nous n'avons aucune idée. » L'histoire est une fois de plus réécrite.

Aujourd'hui, comptant sur la bienveillance des médias et des hommes qui peuvent être des femmes politiques, Antoinette Fouque se laisse créditer de tout : de la manifestation de Vincennes, de celle de l'Arc-de-Triomphe, de toutes les actions du mouvement, alors qu'il n'en est pas une qu'elle n'ait dénigrée. Elle revendique même le féminisme, alors que les réunions de son groupe, pendant des années, étaient consacrées à vilipender les féministes, et que les journaux qu'elle a fait paraître sont pleins de ces attaques. On n'a que l'embarras du choix pour les citations. Par exemple : « Aujourd'hui, socialisme et féminisme pacifistes, réformistes ou soi-disant révolutionnaires, tous deux héritiers de l'humanisme occidental, sont les deux plus puissants piliers du Patriarcat..., etc. » (Kandel 1980).

C'est quand même aux socialistes, « piliers du Patriarcat » qu'elle a demandé la Légion d'honneur et ceux-ci, pas rancuniers, la lui ont donnée. Et pour quoi ? Pour « services rendus à la cause du féminisme » !

Encore un record français : dans quel autre pays considérerait-on que dire du féminisme : « Le féminisme est l'adversaire du mouvement de libération des femmes, de tout mouvement de libération, de tout mouvement anti-impérialiste » (Fouque 1980), c'est... lui rendre service ?

Je signale à celles qui veulent, encore et toujours, trouver des excuses à Antoinette Fouque, que, contrairement à beaucoup d'autres distinctions, que d'autres peuvent demander pour vous (et qu'on

peut aussi refuser — Sartre l'a fait), ceci est impossible pour la Légion d'honneur. Aussi ne peut-on dire « Oh, tiens, une Légion d'honneur ! », comme si un papillon venait de se poser sur votre épaule. C'est Napoléon qui a créé la Légion d'honneur, et sa mère lui avait inculqué de stricts principes corses, par exemple que « on ne peut pas avoir et le beurre et l'air de s'en foutre » (en corse, ça sonne mieux, mais on comprend quand même l'idée générale). Il ne voulait pas qu'on puisse arborer sa décoration par-devant et se payer sa tête par-derrière. Aussi a-t-il stipulé, et comme c'était très malin les gouvernants qui l'ont suivi à la tête de notre Empire (longue vie à notre Empire) se sont bien gardés d'y changer quoi que ce soit, la règle suivante : pour obtenir la Légion d'honneur, il faut en avoir fait la demande personnellement.

Comme souvent, c'est encore Simone de Beauvoir qui a le plus clairement formulé l'essence du scandale (Beauvoir 1981) :

> « Réduire au silence des milliers de femmes en prétendant parler à leur place, c'est exercer une révoltante tyrannie… cet abus est d'autant plus inacceptable qu'Antoinette et ses disciples se disent éprises de justice sociale et en rébellion contre le monde des nantis. Or c'est en tant que nanties qu'elles ont accompli cette prise de pouvoir qui est depuis longtemps leur unique but. »

De la non-mixité

Ce texte est une allocution pour les cinquante ans du *Monde diplomatique*, « Résistances », 8 mai 2004.

***

Je voudrais vous parler des différents sens de la mixité, en particulier mais pas exclusivement de la mixité entre les sexes, et de la non-mixité. La non-mixité est d'abord une imposition du système patriarcal – qui exclut les femmes par principe, en les considérant comme ne faisant pas partie de la société politique *de jure* – en France jusqu'en 1945, ou aujourd'hui *de facto*. Le monde est dirigé par des clubs d'hommes : au niveau international, ONU, OSCE, OTAN, et au niveau national : gouvernements, niveaux décisionnels des administrations, et des armées, comme des ministères correspondant à ces organismes. Clubs d'hommes encore dans la France d'en bas, dans les mairies, les amicales, les innombrables amicales de boulistes, de pêcheurs, de pratiquants de sports nouveaux ou traditionnels ; la chasse par exemple est bien gardée de plus d'un point de vue.

Contre cet accaparement du pouvoir, une idée répandue est que « ça manque de femmes » et que leur présence, la mixité, suffirait à rétablir l'équilibre et à assurer l'égalité. D'abord, la mixité vue par les hommes, ce n'est pas 50 % de femmes, mais à peu près 20 %. À parité, ils se sentent menacés, comme l'a fort bien dit notre ministre de la justice M. Perben, qui redoute une « féminisation de la magistrature » — il va sans dire que la féminisation est un mal, ça ne demande même pas d'explication. Ensuite la parité numérique comme garante de l'égalité, il n'y a pas d'idée plus fausse. Quel lieu est plus mixte que la famille ? Et pourtant où y a-t-il plus d'inégalité, entre mari et femme, entre parents et enfants ? On objectera qu'une vision égalitaire

du mariage gagne. Certes. Mais en attendant que l'idée fasse son chemin, les violences masculines dans le cadre du mariage sont la première cause de mortalité des femmes entre 18 et 44 ans, avant le cancer ou les accidents de la route, au plan mondial. Quant aux enfants, si les pédophiles-assassins, c'est-à-dire les étrangers, en tuent quelques dizaines par an, les parents en tuent plusieurs milliers par an rien qu'en France. Et l'on sait que la hiérarchie n'interdit pas l'intimité, au contraire : il n'y a pas de plus grande intimité qu'entre les maîtres et les esclaves de maison.

La mixité dans les écoles et lycées, telle qu'elle est pratiquée, conduit à la persécution des filles, à l'hypersexualisation des conduites des deux sexes, et elle n'évite pas, loin de là, la non-mixité qui se développe en son sein même, les garçons se constituant dès l'école primaire en groupes qui excluent les filles. C'est ainsi que très tôt ils commencent cette pratique de sociabilité monosexuée, et on sait que ce sont les réseaux informels de sociabilité qui déterminent en grande partie les carrières dans le monde du travail, où les hommes continuent de se coopter entre eux, tout simplement pourrait-on dire, parce qu'ils n'ont pas de copains-femmes.

Les femmes, exclues, ne souhaitent pas la non-mixité qui leur est imposée : elles souhaitent, comme tous les dominés se rapprocher du groupe dominant. Elles souhaitent aussi, en général, le convaincre qu'il les traite mal. Devant l'échec de cette stratégie de persuasion amicale, le mouvement de libération des femmes, en 1970, dans tout le monde occidental, a choisi la non-mixité pendant ses réunions. Mais justement, une non-mixité choisie, et non imposée. La pratique de la non-mixité est tout simplement la conséquence de la théorie de l'auto-émancipation. L'auto-émancipation, c'est la lutte par les opprimés pour les opprimés. Cette idée simple, il semble que chaque génération po-

litique doive la redécouvrir. Dans les années 1960, elle a d'abord été redécouverte par le mouvement américain pour leurs droits civiques (le droit de vote), qui, après deux ans de lutte mixte, a décidé de créer des groupes Noirs, fermés aux Blancs. C'était, cela demeure la condition pour que leur expérience de discrimination et d'humiliation puisse se dire, sans crainte de faire de la peine aux bons Blancs ; pour que la rancœur puisse s'exprimer, et elle doit s'exprimer ; enfin pour que l'admiration que les opprimés, même révoltés, ne peuvent s'empêcher d'avoir pour les dominants, les Noirs pour les Blancs, les femmes pour les hommes, ne joue pas pour donner plus de poids aux représentants du groupe dominant. Car dans les groupes mixtes, Noirs-Blancs ou femmes-hommes, et en général dominés-dominants, c'est la vision dominante du préjudice subi par le groupe dominé qui tend à… dominer. Les opprimés doivent non seulement diriger la lutte contre leur oppression, mais auparavant définir cette oppression elles et eux-mêmes. C'est pourquoi la non-mixité voulue, la non-mixité politique doit demeurer la pratique de base de toute lutte ; et c'est seulement ainsi que les moments mixtes de la lutte, car il y en a et il faut qu'il y en ait, ne seront pas susceptibles de déraper vers une reconduction douce de la domination.

Le prisme principal

Ce texte a été publié dans *Travail genre et société*, n° 13, avril 2005.

***

Être féministe aujourd'hui pour une jeune femme, *a fortiori* pour une jeune femme qui découvre le féminisme, ce n'est pas la même chose que pour une femme qui, comme moi, est féministe depuis trente-cinq et quelques années.

Et puis, « être féministe » signifie tant de choses différentes : par exemple, on dit souvent que quelqu'une « est féministe dans sa vie », voulant dire qu'elle a une posture d'indépendance matérielle, ou sentimentale, ou les deux, par rapport aux hommes, mais qu'elle ne s'engage pas publiquement ni collectivement.

Pour moi, le féminisme est avant tout un prisme à travers lequel on regarde le monde et la vie – celui de l'oppression des femmes – pas le seul prisme, on peut rajouter d'autres lentilles ; mais le prisme principal ; et un mouvement, un engagement collectif et public pour la faire cesser.

Mais quand on a dit ça, est-ce que les choses sont plus claires ? Que signifie « oppression », que signifie « femmes » ? C'est ce dont nous débattons depuis 1970. Et en finir avec l'oppression, d'accord, mais comment ? Dans quelle direction ?

Depuis trente-cinq ans, je suis une militante, mais aussi, par métier et par plaisir, sociologue : une intellectuelle. La théorisation de l'oppression et de la libération des femmes, elle se fait dans les groupes militants. Nous nous battues et nous nous battons encore pour que les études menées à partir du point de vue féministe puissent se développer de façon non-clandestine, non-marginale, soient reconnues comme des études à part entière. Mener cette bataille pour faire une place au soleil de la

production intellectuelle à nos recherches, en sus de les faire, absorbe parfois toute notre énergie.

L'action collective est exaltante, mais elle engendre autant de conflits que de camaraderie, autant de ruptures que de rencontres. Car les enjeux sont énormes. D'où vient l'oppression des femmes ? Ce sujet a divisé le tout nouveau mouvement des femmes dès 1970, mais pas pour toujours. On classait le mouvement des femmes en trois tendances : radicale, lutte de classes, et « néoféminité » jusque dans les années 1980. Aujourd'hui on oppose les universalistes ou « égalitaristes » aux « différentialistes ». Changement de taxinomie, ou changement réel ? Un peu des deux. Le noyau de la théorie « lutte de classes », selon lequel le capitalisme était le seul responsable de l'oppression des femmes, a implosé. Voilà un débat qui n'existe plus, car presque plus aucune féministe ne conteste l'existence d'un système — qu'on l'appelle patriarcat, domination masculine, rapports sociaux de sexe – différent du capitalisme. Le différentialisme, en revanche, s'est diffusé, ou plutôt révélé, au fur et à mesure que des théories matérialistes mettaient en cause la base « naturelle » de la distinction entre femmes et hommes.

Mais s'accorder, ou se disputer, sur les raisons et les mécanismes de l'oppression des femmes sont une chose. Il faut, en outre, définir ce que l'on veut changer, savoir où l'on veut aller, ce qui est « bon pour les femmes ». Cette définition est souvent cohérente avec l'analyse des causes de l'oppression, mais pas toujours.

La naissance difficile des études féministes n'est pas exempte de résultats mitigés. En devenant un domaine universitaire, les études féministes sont souvent contaminées par l'université. Il n'est plus nécessaire que les recherches soient politiquement pertinentes, du moment qu'elles parlent du sexe ou du genre ; elles peuvent devenir irresponsables aussi : tout point de vue

est aussi valable qu'un autre. Ainsi, entre la perte de l'obligation de pertinence et la perte de l'obligation de rapport avec une réalité quelconque, on peut dire n'importe quoi. Il n'est pas étonnant que les militant-es considèrent souvent les universitaires comme des boîtes à paroles vaines. Ainsi, certaines universitaires américaines ont fait tout simplement disparaître la catégorie « femmes », sous divers prétextes.

Ces discussions sont autant de salive gâchée à mes yeux. Que le genre soit une construction sociale ne rend pas les femmes et les hommes, en tant que catégories et en tant qu'individus, moins réels. Sauf à penser qu'une construction sociale est une construction imaginaire. Ou purement « performative ».

Ma vision de la construction sociale qu'est le genre est entièrement négative : c'est pour moi une division hiérarchique de bout en bout, et le but du féminisme est d'abolir cette hiérarchie, et donc cette division. Comme je définis les femmes comme classe dominée, d'abord et avant tout, et que leurs caractéristiques ici (et ailleurs) et maintenant, sont dictées à mes yeux par cette domination, je ne me pose guère de questions sur ce qu'il adviendra des « rapports entre les sexes », puisqu'à l'horizon de la libération, ces « sexes » n'existeront plus. Le combat du féminisme est pour moi le combat des femmes qui ne veulent pas être des femmes, et je ne vois pas ceci comme paradoxal du tout, contrairement à ce que certaines historiennes américaines prétendent. Il est logique, dans une perspective de classes, de souhaiter l'abolition de ces classes, autant de celle des femmes que de celle des hommes, puisque l'une ne va pas sans l'autre. C'est à cette aune qu'il faut, à mon sens, juger de ce qui est « bon pour les femmes ». Mais si cette aune est nécessaire, elle n'est pas suffisante, puisqu'on voit la mouvance « queer » prétendre qu'il est facile d'abolir le genre ; pour dire cela, il faut délibérément ignorer le substrat matériel et institu-

tionnel de cette division.

Ainsi, si certaines divergences finissent par disparaître, si certains fossés se comblent, d'autres s'ouvrent tout le temps. Le chemin n'est pas tout tracé, et il se fait en marchant, il s'invente à chaque moment, et à chaque moment, l'une veut prendre à gauche, l'autre à droite, et la troisième au milieu. Chaque nouvel enjeu est la source de nouveaux débats et de nouvelles dissensions. Et il est souvent difficile de prédire la position des féministes d'après leur position dans un débat antérieur. Parce que la confrontation avec l'urgence politique fait surgir chez chacune des options qui n'avaient pas eu l'occasion d'être exprimées, et peut-être même d'exister, avant.

Avoir une analyse des causes de l'oppression des femmes, et une vision claire du but poursuivi (l'abolition des classes de sexe pour moi), c'est nécessaire, mais c'est *loin* d'être suffisant pour être féministe. il faut aussi, et peut-être d'abord, une solidarité sans failles avec les autres femmes, en tant que co-opprimées et finalement, avec toutes les victimes de toutes les formes d'oppression. Le féminisme ne consiste pas en une série de théories désintéressées : quand elles le sont, désintéressées, elles sont généralement fausses. Et que signifie être « intéressée » ? Cela ne signifie pas seulement être concernée — objectivement toutes les femmes le sont, or elles ne sont pas toutes féministes ; cela signifie être révoltée par l'injustice faite aux êtres humains qu'on appelle femmes.

C'est pourquoi *le féminisme est un humanisme et ne peut être autre chose.* Certes nous connaissons des féministes complètement indifférentes au sort des autres catégories d'humains opprimés. L'opprimé oppresseur, au moins oppresseur *potentiel*, est une figure classique, celle du corporatiste, qui, en singularisant son combat, et en ne l'ancrant pas dans une solidarité morale et philosophique, l'anémie jusqu'à le tuer. Une véritable

intolérance à l'injustice doit, pour être solide, être principielle. Si elle ne l'est pas, elle n'est pas seulement moralement et philosophiquement intenable ; elle est vouée à l'inefficacité politique : elle ne peut même pas être féministe, car elle ne peut embrasser les femmes dont la situation est différente de la nôtre. L'idée d'une communauté de sort entre les femmes est fondée sur le constat que partout les mots et les catégories sociales « femmes » et « hommes » existent. Au-delà, la diversité de ce qu'ils signifient, selon le pays, la classe, la race, et de multiples autres facteurs, est grande. Mais cette diversité ne doit pas faire oublier la communauté. En effet, une lutte fondée sur la seule similitude des expériences conduit à des fragmentations infinies, entre mères et non-mères, entre lesbiennes et hétérosexuelles, entre Françaises « de souche » et femmes « issues de l'immigration », entre Occidentales et femmes du tiers-monde, entre femmes privilégiées et femmes pauvres, entre prostituées et non-prostituées, et finalement entre chaque femme et sa voisine. Mais ces fragmentations n'existent-elles pas ? Certes. Et chacune affaiblit le féminisme, le vide d'une catégorie de femmes, puis d'une autre, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus personne, ou plutôt que chacune soit à nouveau isolée dans l'unicité de son expérience. La solidarité n'est pas qu'un devoir moral, c'est un préalable politique : mais pour la construire, on doit trouver les points communs entre des situations très diverses, et cette découverte exige un certain niveau d'abstraction. Si être féministe exige de partir de son expérience, cela exige aussi d'être capable de très vite dépasser ce niveau.

Finalement, c'est compliqué d'être féministe. Et souvent fatiguant. Mais que peut-on faire d'autre dans la vie ?

Mai 68 ou la preuve (que la démocratie est possible)

Ce texte a été publié sous le titre « Nous n'avons pas rêvé » dans *Politis*, 26 juillet 2007.

***

Mai 68 a existé, et ce fait seul suffit à donner de l'espoir, permet de penser que la forme politique de nos « démocraties représentatives » n'est pas la meilleure, encore moins la seule possible.

Le 11 mai 1968, je sors avec un collègue du Centre de sociologie européenne, rue Monsieur-le-Prince ; nous tombons sur une manifestation, et entraînés par la foule, nous sommes séparés. Immobilisée avec des centaines d'inconnus au coin de la place Saint-Sulpice, je découvre cette banalité que je ne connaissais pas : la violence policière ; puis, alors que je tente de traverser la place pour prendre « mon » autobus, j'en deviens, avec des dizaines d'autres passants, la cible à mon tour. Nous sommes coursés sans raison par des hommes enragés, et sauvés par une concierge compatissante qui nous ouvre la porte d'un immeuble bourgeois *in extremis*. Cette expérience est une Pentecôte : dix minutes de peur panique m'ont enseigné une autre langue ; dès le lendemain, je participe activement aux manifestations, à toutes les manifestations.

Progressivement la grève gagne tout, y compris le CNRS. Un jour le directeur de notre labo déclare que dans le monde universitaire la grève n'a pas lieu d'être, nous acquiesçons tous à son raisonnement imparable, mais dès le lendemain, plus personne au bureau. Dans tout le Centre, aucune équipe ne travaille, sauf celle de Bourdieu. Ses disciples ont inventé ou accepté une version inédite de la grève : ils viennent ponctuelle-

ment tous les matins, comme d'habitude, mais cette fois pour ronéoter les œuvres « utiles aux étudiants » du Maître. On fait la révolution qu'on peut.

Au siège du CNRS se forme un comité d'action, dont je fais partie, bien que je sois prolétaire du CNRS, vacataire. J'y rencontre une chercheuse, sociologue, Jacqueline Feldman-Hogasen ; elle me parle d'un groupe féministe qu'elle a formé, FMA, Féminin-Masculin-Avenir. C'est ce que je cherchais depuis plusieurs années. Je lui annonce tout de suite : « j'en suis ! ». À ce petit groupe, qui s'est constitué dans les conférences d'Andrée Michel (sociologue et pionnière du renouveau féministe), j'amène mon amie Emmanuèle de Lesseps, avec qui j'ai « fait » toutes les manifs et les après-manifs de mai et de juin. Nous organisons deux conférences dans la Sorbonne occupée, invitant d'abord Évelyne Sullerot puis Gisèle Halimi. Les séances ont beaucoup de succès, ce qui est assez curieux, car le milieu étudiant et plus généralement intellectuel — en Mai 68 comme pendant toute la période — est non seulement misogyne, mais férocement anti-féministe. Dès qu'on ose parler des contraintes pesant sur les femmes, il y a un homme pour demander si « nous ne serions pas féministes par hasard » ? « Féministe » est une insulte plus grave que « stalinien » ou « nazi ». C'est un tabou absolu. Il ne faut pas être féministe, point. Et ma génération a commencé sa protestation, bien avant Mai 68, en préfaçant toutes ses phrases par : « je ne suis pas féministe mais… ». Quarante personnes, hommes et femmes, rejoignent FMA, mais peu reviendront en septembre. Nos effectifs s'amenuisent pendant les deux ans suivants, et en 1970 nous ne sommes plus que les quatre fondatrices. Nous passons cette période à peaufiner et à radicaliser nos analyses, transformant Féminin-Masculin-Avenir en Féminisme-Marxisme-Action, à espérer que d'autres groupes que le nôtre existent. Mais pour nous faire connaître, il

faudrait passer la censure des médias, qui refusent obstinément de parler de nous.

Puis, un jour de mai 1970, le miracle : un article de Monique Wittig et de trois autres femmes a passé la barrière et est paru dans *L'idiot international*. « Pour un mouvement de libération de *la femme* » (*sic*) a titré la rédaction, qui a réduit « les femmes » du titre originel à une essence singulière. Nous parvenons en juin a rencontrer les auteures après moult péripéties (dont les manœuvres d'Antoinette Fouque qui déjà, de l'intérieur, s'oppose au féminisme). En dépit des traquenards, on se connaît, on se reconnaît, et contre vents, marées, et l'opposition de toute l'extrême gauche (y compris des femmes des groupuscules mao et trotskistes), le MLF signe son acte de naissance de façon flamboyante et baroque : le 26 août 1970, nous allons à l'Arc-de-Triomphe pour dire « qu'il y a plus inconnu que le soldat inconnu : sa femme ». Cette créativité — collective, forcément collective — c'était encore l'esprit de Mai 68. Aujourd'hui disparu, comme le coin de rue de Trenet. Mais pas pour toujours.

Mai 68, ici comme aux États-Unis ou en Angleterre ou en Italie, a été le point d'origine des mouvements féministes, et d'autres mouvements, parce qu'il a été le point de rupture avec le silence, avec la censure. Et cela, on ne pourra jamais le nier. Ni que ce silence et cette censure existaient, ni qu'ils furent, à ce moment, brisés. Il y a celles et ceux qui, nés trop tard ou trop tôt, ou partis en voyage, ou habitant un petit village, n'ont pas connu Mai 68 pour des raisons indépendantes de leur volonté. Et puis il y a celles et ceux qui l'ont connu, et ont trouvé chic, ensuite, de tourner casaque et de vilipender cette époque. Il n'y a qu'un nom pour celles et ceux-là : ce sont des chiens.

Je m'explique. Certes, on peut critiquer tel ou tel aspect des slogans ; mais pas sans les replacer dans leur contexte, ni sans

prendre en compte leur sens profond. Car ces slogans tant décriés visaient à révéler une vérité poétique, pas à indiquer une direction d'action pratique. « Sous les pavés, la plage » n'a pas l'ambition de se substituer à la science des ingénieurs des Ponts et Chaussées. Et surtout qui a vécu Mai 68 à Paris ou ailleurs et n'est pas de mauvaise foi sait depuis, même si elle ou il tâche de l'oublier, qu'un autre monde EST possible. Un monde où tout le monde peut parler à tout le monde, où on peut confier à de parfaits inconnus, sans souci de paraître insouciante, sans nécessité de frimer, ses idées et ses angoisses, qu'elles portent sur l'état des routes, sur les relations parents-enfants, sur l'amour, son excès de présence ou d'absence, sur le rôle du parlement. Pendant le mois de mai, à Paris, dans toutes les rues, à toutes les heures du jour et de la nuit, tous les sujets ont été discutés, chaudement et chaleureusement. Un monde a existé dans lequel le modèle de l'agora des Grecs anciens a été incarné (et en mieux, parce qu'ouvert à toutes/tous, et non fermé aux esclaves, aux femmes et aux métèques). Un monde où la politique — le débat sur la cité, sur ce qu'on appelle aujourd'hui le vivre ensemble — bref sur les rapports entre nous, était au centre des conversations. Un monde où la *res publica*, la chose publique, était vraiment l'affaire de tous, où le peuple (*démos*) a pris au sérieux l'idée qu'il est capable et digne de se diriger (*kratos*), et qu'à côté de cette liberté-là, les autres (celle de consommer le hamburger le plus/ le moins calorique, de choisir entre trente-huit modèles de voitures, etc.) sont des miettes jetées aux îlotes pour qu'ils se tiennent tranquilles. Dans ce mois d'effervescence, toute une génération s'est donnée, à force de discussions publiques et non-stop, une formation politique accélérée. Un mois d'auto-éducation à la démocratie en trois siècles de république, c'est maigre. Mais ça suffit pour croire que ça peut exister.

Puis, la « réalité », celle des hommes (et des femmes) providentiels, celle de la structure sociale hiérarchique où « les politiques » sont des professionnels à plein-temps, a repris le dessus : choisissez votre hamburger, nous nous occupons du reste. Comme si ce que nous avions vécu était un rêve, puisque c'était impossible — on nous l'a assez répété. Sauf que nous n'avions pas rêvé, et que ça s'était vraiment passé. Et si ça a pu se passer, même une seule fois...

Pour l'instant, ils aboient si fort — ceux que vous savez — qu'on ne s'entend pas penser. Mais au fond de nous, là où on n'entend plus les aboiements, on n'a rien oublié, et on sait que c'est possible. Tout au fond de nous, Mai 68 reste présent, comme la preuve de ce possible qu'on nous a — que nous nous sommes ? — dénié. Mais pas pour toujours.

Cette brochure regroupe plusieurs articles sur l'histoire du mouvement de libération des femmes issus du recueil de Christine Delphy *Un universalisme si particulier – Féminisme et exception française* (1980 - 2010), un recueil qui comprend des interventions qui s'inscrivent dans le déroulement de la politique du mouvement féministe en France.

Sommaire

Les origines du mouvement de libération des femmes en France 2
De la non-mixité 16
Le prisme principal 19
Mai 68 ou la preuve (que la démocratie est possible) . . . 24

***

A propos des Editions Also :

On diffuse des brochures qu'on trouve pertinentes. On serait contentes de discuter avec toi. Si tu as envie de nous faire des retours, si tu veux échanger ou que tu cherches une brochure, contacte nous par mail :

editionsalso@riseup.net

Pour retrouver toutes nos brochures, clique sur le lien dans notre bio twitter :

@EditionsALSO